

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 19 - 22 octobre 1999

NOTES D'INFORMATION

RAPPORT SUR LA VISITE AU BANGLADESH EFFECTUÉE PAR DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

24–28 MAI 1999



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/99/INF/13
2 septembre 1999
ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

INTRODUCTION

1. Les membres du Conseil d'administration du PAM, de Haïti, de Jordanie, du Lesotho, du Pakistan, de la République slovaque, du Soudan et du Royaume-Uni se sont rendus au Bangladesh—où le plus important programme de pays du PAM est en cours d'exécution— du 24 au 28 mai 1999. Ils étaient accompagnés par le Directeur régional adjoint du Bureau chargé de l'Asie et de la CEI, Mme Angela Van Rynbach. On trouvera la liste des participants à l'annexe I.
2. Cette visite avait pour objet de donner aux membres du Conseil une occasion de voir par eux-mêmes de quelle manière le PAM exécute les activités de ses projets (essentiellement de développement), afin de mieux comprendre l'action du PAM sur le terrain. Bien que cette visite n'ait pas eu pour objet d'évaluer les activités du PAM, elle a utilement donné l'occasion de relier les consultations sur l'aide alimentaire au service du développement qui se sont récemment tenues à Rome—et les objectifs de politique générale qui en sont issus—au travail du PAM sur le terrain.

PRINCIPALES RENCONTRES: REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT DU BANGLADESH, RESPONSABLES D'INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES, DE DONATEURS BILATERAUX, D'ONG

3. Les membres du Conseil ont rencontré le Ministre des finances et le Ministre de l'alimentation et de l'agriculture, le Ministre d'Etat chargé des femmes et des enfants, le Secrétaire de la Division des relations économiques du Ministère des finances, ainsi que des hauts fonctionnaires de ces divers ministères. En outre, ils ont rencontré des représentants des institutions des Nations Unies, des principaux bailleurs de fonds bilatéraux (Canada, Pays-Bas et Etats-Unis d'Amérique) ainsi que de la Communauté européenne et de plusieurs grandes ONG intervenant aux Bangladesh. Un grand nombre d'ONG sont présentes au Bangladesh; les membres du Conseil ont rencontré des représentants de plusieurs d'entre elles, notamment du Comité de développement rural du Bangladesh (BRAC), l'une des ONG les plus importantes et les plus actives. On trouvera à l'annexe II le programme de la visite.
4. Les représentants du gouvernement, notamment les fonctionnaires du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, ont souligné que l'assistance fournie par le PAM avait été très utile dans les situations d'urgence consécutives aux récentes inondations qui avaient touché deux tiers du pays. Le gouvernement considère l'aide alimentaire au service du développement comme un élément vital de la lutte contre la pauvreté dans le pays; le fait que la Communauté européenne ait récemment recommandé de passer à une assistance sous forme monétaire a déçu les hauts fonctionnaires du Bangladesh.
5. Le gouvernement considérait que, grâce à ses programmes de développement, le PAM jouait un rôle important en tant que partenaire essentiel du pays. La démarche suivie par le PAM, à savoir développer les avoires communautaires par le biais de programmes vivres-contre-travail, est fortement appréciée, tant du point de vue du principe que de l'action, les bénéficiaires recevant à la fois des vivres et une rémunération financière; l'engagement du gouvernement se traduit par le fait qu'il fournit cette part financière, qui se chiffre actuellement à environ 10 millions de dollars. Les fonctionnaires ont également



souligné le rôle joué par l'aide alimentaire dans l'amélioration de l'état nutritionnel des groupes vulnérables et dans la remise en état de l'infrastructure communautaire.

6. Les représentants des institutions des Nations Unies ont souligné combien il était important d'associer des activités de relèvement et de développement pour parvenir à améliorer l'impact global. Les membres du Conseil ont vu qu'il existait une bonne coordination et une coopération appropriée entre ces institutions et ont relevé que les groupes consultatifs locaux, constitués pour encourager le dialogue politique régulier au sein des Nations Unies, sont dynamiques. Les membres du Conseil ont été heureux d'apprendre que le PNUD, le PAM et l'UNICEF ont harmonisé leurs cycles de planification. Le PAM copréside avec la FAO le groupe thématique chargé de la sécurité alimentaire, et l'UNICEF travaille avec le PAM à l'élaboration de politiques générales concernant l'alimentation d'appoint. Les membres du Conseil ont encouragé le renforcement de ces liens. Il est prévu que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Bangladesh portera également sur la participation du FNUAP. Un deuxième projet de texte de bilan commun de pays, qui devrait aboutir à la rédaction d'un accord au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, devrait être terminé en juin 1999.
7. L'engagement des autorités de l'Etat à tous les niveaux était évident. Le programme du PAM était fortement appuyé par la communauté des ONG et s'inscrivait dans les plans nationaux de développement. Le gouvernement prépare un plan national de nutrition. Ce plan serait important pour répondre aux préoccupations de certains donateurs bilatéraux qui estimaient que le gouvernement mettait trop l'accent sur l'aide alimentaire, au détriment de la sécurité alimentaire. L'ensemble des donateurs félicitait le gouvernement pour la manière dont il avait organisé les secours après les inondations, en encourageant le secteur privé à assurer les livraisons de vivres dans les régions touchées.

PARTENARIAT AVEC LES ONG

8. De solides partenariats ont été institués avec succès avec plusieurs ONG. La contribution de l'aide alimentaire au lancement d'activités génératrices de revenus par les plus pauvres était évidente. Des réunions avec plusieurs représentants d'ONG, y compris le directeur et le personnel de terrain de BRAC (présent dans tous les districts), ont souligné que l'aide alimentaire jouait le rôle vital de "passeport" permettant d'accéder aux populations les plus pauvres. Plusieurs ONG ont souligné que le renforcement du capital social et humain était un préalable essentiel à l'amélioration du bien-être financier des pauvres. Les ONG considéraient que l'aide alimentaire jouait un rôle précieux pour mobiliser et démarginaliser les populations.
9. A cet égard, le PAM était considéré comme un catalyseur qui permettait aux femmes de se réunir, de participer et de contrôler la situation dans une mesure non négligeable. Plusieurs ONG ont souligné l'importance de cet effet catalyseur de l'aide alimentaire, dont ils estimaient qu'elle était un bon point de départ pour leurs activités. Les femmes ayant participé aux programmes du PAM ont développé "l'habitude d'épargner" du fait de leur participation aux projets du PAM, ont désormais accès à la formation fournie par les ONG et contractent des prêts plus importants (le taux de remboursement est excellent). Un dialogue constructif s'est instauré entre le gouvernement, les ONG et le PAM en ce qui concerne l'élaboration, l'exécution et le suivi des programmes. Il est tout à fait clair que l'engagement et le dévouement des ONG est un facteur clé de la bonne gestion et du succès de ces activités.



VISITES SUR LE TERRAIN

10. Les membres du Conseil ont visité les projets de développement rural dans les *thanas* de Phulpur et Trisal du district de Mymensingh: projet de route de desserte pour le centre de croissance; route Amuakanda-Balia; travaux de remise en état après les inondations, distribution de blé et session de formation à l'intention des bénéficiaires des projets d'entretien de routine et des programmes portant sur le reboisement et la pêche. Les membres ont également visité neuf projets du Programme de développement en faveur des groupes vulnérables à Deduer Thana, Tangail.

OBSERVATIONS FAITES AU COURS DES VISITES DANS LES ZONES DES PROJETS

11. Les visites sur le terrain ont été utiles pour montrer aux membres du Conseil de quelle manière les interventions sont gérées et exécutées. Une proportion croissante des bénéficiaires (actuellement environ 50 pour cent) sont choisis par leurs pairs. Les familles les plus démunies—souvent dirigées par une femme, généralement sans terre, ayant un revenu mensuel régulier inférieur à 300 Tk (environ six dollars)—sont prioritaires: il s'agit là d'une mesure visant à améliorer l'efficacité du ciblage. Les membres du Conseil se sont néanmoins rendus compte qu'il y avait à l'échelon local des exemples de résistance politique à la sélection des bénéficiaires par eux-mêmes. Le PAM devra suivre de très près l'évolution de la situation et la mesure dans laquelle ce problème pourrait compromettre l'efficacité de l'action.
12. Les membres du Conseil ont eu la possibilité de rencontrer les bénéficiaires et de leur parler. Ils ont relevé une nette différence en matière de santé et de bien-être général entre les femmes bénéficiaires au début du programme et celles qui l'avaient terminé (en particulier les bénéficiaires du Programme de développement en faveur des groupes vulnérables). Ces programmes semblaient donner de bons résultats puisqu'ils amélioraient le niveau des revenus, en particulier des groupes vulnérables. Plusieurs femmes qui sont parvenues à développer leurs actifs avaient cessé de participer aux activités du PAM plus de cinq ans plus tôt, grâce à la formation et à l'appui fournis par les ONG. Cette constatation rejoint le point de vue du directeur de BRAC, d'après lequel l'expérience montrait que les plus pauvres dépendaient de l'aide des ONG durant 10 ans au plus avant de pouvoir avoir des moyens de subsistance durables indépendants.
13. Les membres du Conseil ont relevé qu'un grand nombre de bénéficiaires prenaient part aux programmes du PAM. A l'heure actuelle, 500 000 femmes participaient à chaque cycle d'activité d'une durée de 18 mois. La taille moyenne du ménage étant de 4,6 personnes, cela signifie que chaque cycle profite à plus de deux millions de personnes. Toutefois, ce chiffre ne représente que huit pour cent du "noyau dur" des pauvres. D'importantes poches de pauvreté ne sont pas du tout touchées par ces programmes.



14. Le programme fournit 10 millions de dollars au titre de sa contribution en espèces aux programmes du PAM, ce qui permet de fournir aux bénéficiaires un ratio de rémunération vivres/espèces de 70/30. Il est néanmoins possible d'améliorer encore la part en espèces de ce ratio, puisque de nombreux bénéficiaires ont monétisé une partie des vivres reçus. Le gouvernement accepte la nécessité de modifier ce ratio pour en accroître la part en espèces, mais les contraintes budgétaires ne permettent pas de le faire dans un avenir proche. Le PAM devra à cet égard suivre de près l'évolution de la situation.

CONCLUSIONS

15. Dans de bonnes conditions, l'aide alimentaire peut contribuer de manière précieuse au développement. Elle maintient des niveaux de prix équilibrés en stabilisant les marchés au moment des crises et représente un dispositif de sécurité pour les groupes vulnérables qui ne bénéficient pas de la libéralisation du marché. L'aide alimentaire est une contribution immédiate à la remise en état et à la reconstruction de l'infrastructure endommagée par les inondations, qui ont dévasté deux tiers du pays. Les projets avec rémunération en espèces étaient estimés relativement inefficaces pour attirer les groupes vulnérables et étaient difficiles à administrer correctement. Le gouvernement appuie fortement le programme en tant que mécanisme permettant aux populations pauvres d'avoir accès à des activités de développement.
16. La visite a été extrêmement utile et a corroboré de nombreuses conclusions figurant dans l'examen à mi-parcours du programme de pays Bangladesh présenté au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de mai 1999. Les participants aimeraient encourager d'autres membres du Conseil à prendre part aux futures visites sur le terrain.
17. Le programme de la mission était très bien structuré. L'appui reçu, y compris les documents d'information et les exposés fournis par le bureau de pays du PAM et par le siège, étaient excellents.
18. Les membres du Conseil ont apprécié l'enthousiasme et le dévouement de l'équipe du bureau de pays étant donné en particulier les très grosses difficultés rencontrées en matière d'exécution concrète des politiques et des programmes du PAM. Les membres du Conseil les remercient pour l'énorme assistance qu'ils leur ont apportée, rendant ainsi cette visite très utile. Ils remercient également le Gouvernement du Bangladesh et les nombreux fonctionnaires qui ont librement offert de leur temps et communiqué leur expérience pour aider les membres à mieux comprendre les opportunités en ce qui concerne le renforcement de la sécurité alimentaire nationale.



ANNEXE I**MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AYANT PARTICIPÉ À LA VISITE
AU BANGLADESH**

Liste A	M. Tieiso KHALEMA Conseiller Ambassade du Royaume du Lesotho
	M. Mohamed Said Mohamed AL HARBI Conseiller (Affaires agricoles) Ambassade de la République du Soudan
Liste B	S.E. M. Arif AYUB Ambassadeur Ambassade de la République islamique du Pakistan
	M. Slaiman Al-ARABIAT Premier secrétaire Ambassade du Royaume hachémite de Jordanie
Liste C	Mme Suze PERCY Conseiller Ambassade de la République de Haïti
Liste D	M. Thomas KELLY Représentant permanent adjoint à la FAO et au PAM Ambassade du Royaume-Uni
Liste E	M. Lubomir MICEK Représentant permanent de la République slovaque à la FAO et au PAM Ambassade de la République slovaque
PAM	Mme Angela Van RYNBACH Directeur régional, Région Amérique latine et Caraïbes (OAC)



ANNEXE II

PROGRAMME DE LA VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL AU BANGLADESH 23–28 MAI 1999

Dimanche 23 mai	Départ de Rome
12 h 15	Arrivée à Dhaka (logement à l'Hôtel Sheraton)
19 heures	Réception au Sheraton avec le personnel du PAM
Lundi 24 mai	
8 h 10	Départ de l'Hôtel Sheraton
8 h 30–9 h 30	Séance d'information sur les programmes bénéficiant de l'aide du PAM au Bangladesh (lieu: bureaux du PAM)
9 h 30–10 h 15	Discussions avec le personnel du PAM
10 h 30–11 h 10	Réunion avec M. David Lockwood, Coordonateur résident des Nations Unies, au bureau du PNUD
11 h 15–12 h 15	Réunion de suivi avec le personnel du PAM
12 h 30	Déjeuner au SANTOOR
Visites de courtoisie:	
14 h 30	S.E. Mme Matia Chowdhury, Ministre de l'alimentation/de l'agriculture, Bâtiment No 4, 1 ^{er} étage, Salle de conférences, Secrétariat du Bangladesh, Dhaka
15 h 30	S.E. M. Zinatunnesa Talukder, Ministre d'Etat chargé des femmes et des enfants. Bâtiment No 6, salle 320, 3 ^{ème} étage du Secrétariat du Bangladesh, Dhaka
16 h 30	S.E. M. S.A.M.S. Kibria, Ministre des finances, au Ministère des finances, Bâtiment No 7, salle 334, 3 ^{ème} étage, Secrétariat du Bangladesh, Dhaka
18 h 45	Réunion avec M. A.K.M. Masihur Rahman, Secrétaire, Division des relations économiques du Ministère des finances, à l'Hôtel Sonargaon
19 heures–21heures	Séance d'information sur le développement bénéficiant de l'aide alimentaire par le gouvernement, suivi d'un dîner à l'invitation du gouvernement, Hôtel Sonargaon—Salle Nirala
Mardi 25 mai	
8 h 30	Départ de l'Hôtel Sheraton
9 heures–10 h 30	Réunion avec les représentants des ONG (nouveau bâtiment des Nations Unies)
10 h 40–12 h 30	Réunion avec les représentants des donateurs sur la sécurité alimentaire et la nutrition (nouveau bâtiment des Nations Unies)
13 heures–14 h 30	Déjeuner au nouveau bâtiment des Nations Unies
14 h 30–15 h 30	Réunion avec les représentants des organismes des Nations Unies
	Possibilité de programme individualisé
	Programme de la visite sur le terrain
Mercredi 26 mai	
7 heures	Départ de Dhaka pour Mymensingh (Programme de développement rural)—visite aux projets
19 heures	Retour à l'hôtel



<p style="text-align: center;">PROGRAMME DE LA VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL AU BANGLADESH 23–28 MAI 1999</p>

Jeudi 27 mai	Libre
19 heures	Réception au Sheraton à l'invitation des représentants du PAM pour la délégation, les fonctionnaires du gouvernement, les représentants des donateurs, les officiels de l'ONU, les représentants des ONG et le personnel principal du PAM/Bangladesh
Vendredi 28 mai	
7 heures	Départ de Dhaka pour Tangali (Programme en faveur des groupes vulnérables)— Visite aux projets
19 heures	Retour à l'hôtel
Samedi 29 mai	
10 heures–10 h 30	Séance d'information avec le Secrétaire de la Division des relations économiques (au Sheraton)
10 h 45–11 h 30	Conférence de presse au Sheraton, en présence du Ministre des finances

